

À l'attention de la Municipalité de Bourg-en-Lavaux

Objet : Opposition au PACOM en enquête publique

Madame, Monsieur,

Par la présente, je dépose une opposition au Plan d'affectation communal (PACOM) actuellement en enquête publique, concernant les points spécifiques suivants:

Bourse		Assainis.	
Greffé		Bâtiments	
RH		Locations	
Bel			
0 7 MARS 2025			
Entrée			
Infras.		Muni	
Urbanisme		OP	
Durabilité		Police	

1. Opposition à l'article 20 du règlement qui interdit la taille et l'élagage des grands arbres.

Arguments en faveur d'une modification du règlement:

a) Contradiction avec la gestion patrimoniale du paysage du Lavaux.

L'interdiction stricte de la taille des arbres est en contradiction avec la tradition paysagère et patrimoniale du Lavaux. En effet, de nombreuses essences historiquement présentes dans la région, telles que les platanes, tilleuls, marronniers, charmes, muriers et arbres fruitiers haute-tige, nécessitent une taille régulière pour préserver leur forme, leur santé et leur fonction dans le paysage. La taille régulière des platanes en trogne ou en marquise est une tradition historique qui façonne l'identité visuelle de Cully et d'autres villages de Lavaux. Elle est essentielle à la préservation du caractère du site.

b) Conservation des alignements et perspectives paysagères

L'entretien et la taille des arbres sont indispensables pour préserver les perspectives visuelles caractéristiques du Lavaux, notamment les vues ouvertes sur le lac et le vignoble. Empêcher tout entretien des arbres pourrait entraîner une fermeture progressive des paysages et une perte d'identité du site.

c) Gestion de la sécurité et de la cohabitation avec le bâti

Certains arbres situés en proximité de zones bâties ou de chemins publics nécessitent un élagage pour éviter des risques de chutes de branches ou d'empiétement sur la voirie. L'interdiction stricte de toute taille pourrait entraîner des dangers pour les personnes et les infrastructures.

d) Bonnes pratiques arboricoles

Une taille contrôlée et encadrée par des professionnels permet de prolonger la vie des arbres, de garantir leur santé et de prévenir les risques liés aux branches mortes.

e) Entretien des arbres fruitiers haute-tige et haies vives

Les vergers de pommiers, poiriers, cerisiers et noyers sont une composante essentielle du paysage du Lavaux. La taille est indispensable à leur bon développement et à leur productivité. De même, l'entretien des haies vives fait partie des pratiques agricoles et environnementales traditionnelles.

f) Préservation du patrimoine vivant

L'interdiction totale de la taille pourrait entraîner l'abandon d'un savoir-faire local et, à terme, une dégradation de ces alignements historiques.

Je demande que:

- L'interdiction de la taille soit levée pour les essences du patrimoine du Lavaux comme par exemple les platanes, tilleuls, marronniers, charmes, muriers, arbres fruitiers haute-tige et haies vives.
- Une taille encadrée soit autorisée pour la préservation du patrimoine paysager et bâti.
- Un suivi par un expert paysager ou un spécialiste en arboriculture soit requis pour certaines interventions, notamment dans les zones classées.

Je vous prie d'examiner attentivement cette opposition et de l'intégrer aux révisions du PACOM afin de garantir un équilibre entre conservation naturelle et protection du patrimoine du Lavaux.

2. Opposition à l'article 23 du règlement sur la pollution lumineuse, et plus particulièrement à l'interdiction générale d'éclairage des jardins, sauf pour des raisons de sécurité ou d'accessibilité.

Arguments en faveur d'une modification du règlement:

a) Atteinte disproportionnée au confort des habitants

L'interdiction totale d'éclairage des jardins empêche toute utilisation raisonnée de l'éclairage extérieur, ce qui peut nuire à la qualité de vie des habitants, notamment en été ou lors d'événements familiaux par exemple. Un éclairage extérieur modéré contribue à la sécurité des habitations et au confort des résidents, sans générer de nuisance excessive.

b) Encadrement plutôt qu'interdiction totale

Plutôt qu'une interdiction générale, une réglementation précisant les horaires d'extinction et les caractéristiques techniques des installations lumineuses (intensité, orientation) permettrait d'atteindre un équilibre entre respect de l'environnement et besoins des habitants. Pourquoi interdire catégoriquement l'éclairage des jardins, même lorsqu'il respecte des normes écologiques? Une limitation ciblée de l'éclairage, plutôt qu'une interdiction absolue, pourrait suffire à préserver la biodiversité nocturne et la visibilité du ciel étoilé.

c) Incohérence avec les éclairages communaux non soumis aux mêmes règles

L'éclairage des jardins privés est interdit alors que l'éclairage public des voiries et espaces communaux ne semble pas être soumis aux mêmes restrictions. La pollution lumineuse provient majoritairement des infrastructures publiques et non des jardins privés. Un alignement des règles serait nécessaire pour garantir une approche équilibrée et non discriminatoire.

Je propose que l'interdiction de l'éclairage des jardins soit remplacée par une réglementation encadrant son usage par exemple:

- extinction obligatoire entre 23h et 6h (horaire aligné avec les éclairages publics)
- limitation de l'intensité lumineuse
- orientation et nature des sources lumineuses de manière à éviter les nuisances pour le voisinage et la faune nocturne

3. Opposition à l'article 22 du règlement limitant la hauteur maximale dans les zones de très faible densité B, des clôtures attenantes au domaine public.

Arguments en faveur d'une modification du règlement:

a) La pente naturelle de Lavaux permet de préserver les vues sur le paysage

Le territoire de Bourg-en-Lavaux est caractérisé par sa topographie en pente, qui offre naturellement des perspectives dégagées sur le lac et les vignobles, y compris par-dessus les murs et clôtures.

La limitation rigide de la hauteur des murs d'enceinte ne se justifie donc pas par la préservation des échappées visuelles, car la déclivité du terrain permet déjà de conserver ces vues ouvertes à de nombreux endroits.

Dans de nombreux cas, une clôture plus haute ne masque pas le paysage pour les passants, mais seulement la vue directe sur les propriétés privées, ce qui est légitime pour protéger l'intimité des habitants.

b) Une atteinte injustifiée à la vie privée des riverains

Sur des parcelles en contrebas, notamment le long des routes et chemins piétonniers, la limitation de la hauteur des murs d'enceinte expose directement les habitations au regard des passants. Il est indispensable de permettre des clôtures plus hautes pour assurer un minimum d'intimité aux habitants, protéger les habitations des regards indiscrets et garantir une jouissance paisible des espaces extérieurs.

c) Une réglementation uniforme inadaptée aux réalités du terrain

En appliquant une restriction identique à toutes les parcelles sans prendre en compte leur position topographique, la règle actuelle crée une inégalité entre les propriétaires.

L'argument des échappées visuelles ne se justifie pas systématiquement, notamment lorsque la vue est déjà obstruée par des bâtiments, des arbres ou d'autres constructions. Si des échappées existent entre les parcelles, elles suffisent à préserver l'ouverture du paysage sans qu'il soit nécessaire d'imposer une restriction uniforme à tous les propriétaires.

Une approche contextuelle devrait être adoptée, en permettant des hauteurs de clôtures adaptées à la situation du terrain.

Je demande que l'article 22 soit amendé en prenant en compte:

- L'effet naturel de la pente, qui permet de maintenir les vues sur le paysage au-dessus des clôtures.
- La nécessité pour les habitations en contrebas des routes et chemins de se protéger des regards.
- Une approche différenciée selon la topographie et l'implantation des constructions, au lieu d'une règle uniforme qui ne tient pas compte du relief du Lavaux.

Par exemple, que dans la zone de très faible densité B, les clôtures attenantes au domaine public doivent préserver l'équilibre entre protection de la vie privée, intégration paysagère et maintien des vues ouvertes.

4. Opposition à la limitation des mouvements de terrain à 1 mètre (Article 34)

Arguments en faveur d'une modification du règlement:

a) Une limitation inadaptée aux terrains en pente

La restriction des remblais et déblais à 1 mètre maximum ne prend pas en compte la réalité du relief de Lavaux. Dans un territoire marqué par des pentes naturelles importantes, cette limitation :

- Empêche des aménagements fonctionnels nécessaires à la stabilisation des terrains et à la création d'espaces utilisables.
- Oblige des ajustements morcelés, augmentant le nombre de petits soutènements, ce qui peut nuire à l'intégration paysagère et augmenter les risques d'érosion.
- Freine l'adaptation des accès pour les parcelles situées en forte déclivité, notamment pour les chemins d'accès aux habitations.

b) Un frein à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite

L'application stricte de cette limitation rend difficile, voire impossible, l'aménagement d'accès conformes aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite. Or, selon la Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand), il est impératif de permettre :

- Des cheminements adaptés aux fauteuils roulants et aux personnes âgées.
- Des pentes douces et progressives, impossibles à créer si les mouvements de terrain sont trop restreints.
- Des accès sécurisés aux habitations, ce qui nécessite parfois des adaptations dépassant la limite actuelle d'1 mètre.

Ainsi, cette restriction va à l'encontre des principes d'accessibilité universelle et empêche de garantir un cadre de vie adapté à tous les habitants, notamment dans une région où les terrains en pente sont la norme.

Ainsi, pour assurer cohérence et clarté réglementaire, je demande :

- Que les mouvements de terrain jusqu'à 1.2 mètre restent autorisés.
- Que des adaptations spécifiques soient prévues pour garantir la constructibilité et l'accessibilité des terrains à forte déclivité, avec une intégration paysagère adaptée, notamment pour l'accès des personnes à mobilité réduite.

5. Opposition à l'intégration des sous-sols dans l'ISB et demande de modification de l'article 52 du PCom

Par la présente, je dépose une opposition contre l'article 52 du PCom, qui prévoit l'intégration des constructions souterraines hors emprise au sol du bâtiment principal dans l'Indice de Surface Bâtie (ISB). Cette disposition pénalise les aménagements souterrains pourtant essentiels à la préservation du paysage, à la gestion durable du territoire et à la sécurité publique.

Arguments en faveur d'une modification du règlement:

a) Meilleure intégration paysagère et préservation de la cohérence architecturale

Le PACom vise à préserver le paysage classé de Lavaux, mais en pénalisant les constructions souterraines, il favorise paradoxalement l'implantation en surface d'aménagements visibles tels que des parkings et des abris de fortune.

Pourquoi cela pose problème ?

- Encourager le stationnement en surface au lieu du sous-sol conduit à la prolifération d'abris disparates et souvent inesthétiques (carports, structures métalliques, toiles tendues). Par exemple sur la route de Lausanne entre Cully et Lutry...
- Ces abris dégradent le paysage et nuisent à la cohérence architecturale du site, alors que des parkings souterrains intégrés libèrent l'espace extérieur et permettent de maintenir des vues dégagées.

Proposition d'adaptation du règlement

Les espaces de stationnement en sous-sol doivent être exclus de l'ISB afin d'encourager leur intégration et d'éviter la multiplication d'abris de fortune en surface.

b) Encouragement aux installations d'énergie durable et gestion des équipements techniques

Le PACom et les stratégies cantonales encouragent les énergies renouvelables, mais en intégrant les locaux techniques dans l'ISB, ils désavantagent les propriétaires qui souhaitent externaliser ces infrastructures de plus en plus imposantes hors du bâtiment, pour des raisons de gains de place, de nuisances sonores et de sécurité (incendie, inondations).

Pourquoi cela pose problème ?

- Les infrastructures énergétiques durables (pompes à chaleur, batteries de stockage, réservoirs d'eau pluviale) doivent être encouragées en permettant de les enterrer à l'extérieur de l'emprise du bâtiment.

Proposition d'adaptation du règlement

Les locaux techniques souterrains dédiés aux infrastructures énergétiques et environnementales (batteries, pompes à chaleur, ventilations, chauffage, filtres, réservoirs de récupération des eaux) doivent être exclus du calcul de l'ISB.

c) Meilleure végétalisation des surfaces et lutte contre l'imperméabilisation

L'un des objectifs du PACom est de favoriser la végétalisation et limiter l'imperméabilisation des sols. L'IVER par exemple limite cette artificialisation des sols.

Il est paradoxal, qu'en pénalisant les constructions souterraines, le PACom incite à plus d'aménagements en surface, par exemple en construisant un bâtiment utilisant 20% de la parcelle au RDC et 5% à l'étage au lieu de deux niveaux de 12.5% précédemment – ceci dans le but d'optimiser la surface du sous-sol.

Pourquoi cela pose problème ?

- En empêchant l'enterrement des infrastructures, on favorise l'extension des surfaces artificielles au détriment des espaces verts. Les parkings souterrains libèrent du terrain pour la végétation et permettent la création d'espaces arborisés.

Proposition d'adaptation du règlement

Les surfaces de stationnement en sous-sol et les infrastructures souterraines techniques doivent être exclues du calcul de l'ISB, afin de libérer les espaces en surface et de permettre une meilleure végétalisation des parcelles.

d) Une restriction insuffisamment justifiée de la valeur foncière

L'intégration des sous-sols dans l'ISB réduit artificiellement la surface constructible et crée une restriction injustifiée de la valeur des propriétés.

Pourquoi cela pose problème ?

- Contrairement aux pratiques courantes en Suisse, où l'ISB ne prend en compte que l'impact en surface, le PACom introduit une restriction supplémentaire.
- Cette limitation entraîne une dépréciation artificielle du foncier, sans justification claire.

Proposition d'adaptation du règlement

L'ISB doit se limiter aux surfaces réellement perceptibles et ayant un impact sur le paysage. Les surfaces enterrées doivent être exclues du calcul, afin d'éviter une réduction injustifiée de la valeur foncière.

e) Exclusion des abris de protection civile de l'ISB

La réglementation actuelle ne prévoit pas d'exclure les abris de protection civile du calcul de l'ISB, ce qui est incohérent avec les objectifs de sécurité publique.

Pourquoi cela pose problème ?

- Les abris de protection civile pourraient être obligatoires pour les nouvelles constructions en vertu de la Loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi, RS 520.1).
- Leur intégration dans l'ISB constituerait une double peine : non seulement ils seraient obligatoires, mais ils réduisent artificiellement la surface constructible des projets.
- Ces abris sont entièrement souterrains et sans impact visuel, donc leur prise en compte dans l'ISB contredit la logique même de cet indice.

Proposition d'adaptation du règlement

Les abris de protection civile obligatoires doivent être exclus du calcul de l'ISB, afin de ne pas pénaliser les constructions soumises à cette obligation légale.

6. Opposition aux restrictions excessives sur l'usage du verre et demande d'adaptation du règlement

Arguments en faveur d'une modification du règlement:

a) L'interdiction du verre pour les garde-corps est injustifiée

L'article 46 du PACom interdit l'usage du verre pour les garde-corps, sans distinction entre les types de verre ni justification technique.

- Or, les garde-corps en verre feuilleté ou anti-reflet sont sécurisés et conformes aux normes de construction.

- Pourquoi interdire un matériau transparent qui s'intègre mieux dans le paysage qu'un garde-corps en métal ou en bois massif ?
- La transparence du verre permet de préserver les vues tout en assurant la sécurité, contrairement à des garde-corps opaques qui créent des barrières visuelles.

b) L'interdiction des toitures vitrées est en contradiction avec les objectifs énergétiques

L'article 54 interdit les toitures vitrées pour les vérandas et jardins d'hiver, empêchant ainsi l'utilisation du verre pour maximiser la lumière naturelle et réduire la consommation d'énergie.

- Les vérandas à toiture en verre sont conçues pour améliorer l'efficacité énergétique, en limitant le recours à l'éclairage artificiel et en réduisant les besoins de chauffage grâce aux apports solaires passifs.
- De nombreuses communes suisses autorisent le verre sous réserve d'un contrôle sur la réflexion lumineuse et l'isolation thermique.
- Cette interdiction pourrait être remplacée par des exigences techniques adaptées, plutôt qu'un rejet total du matériau.

c) Un verre sécurisé pour les oiseaux : une alternative écologique

Un des arguments avancés contre le verre est le risque de collision pour les oiseaux. Cependant, les technologies modernes permettent de résoudre ce problème grâce à des films ou traitements qui rendent le verre visible pour les oiseaux tout en restant transparent pour l'humain.

- Des films ou des motifs invisibles à l'œil humain sont désormais utilisés pour éviter les collisions tout en conservant la transparence du verre.
- Interdire totalement le verre ne tient pas compte des avancées technologiques, alors qu'une simple exigence d'utilisation de verres traités anti-collision suffirait à résoudre ce problème.
- D'autres communes suisses ont déjà intégré ces solutions, permettant ainsi l'usage du verre tout en protégeant la biodiversité.

Proposition d'adaptation du règlement

Afin de garantir une cohérence entre protection du patrimoine, intégration paysagère et modernité architecturale, je demande que :

- Les garde-corps en verre soient autorisés sous réserve qu'ils utilisent du verre feuilleté ou traité anti-reflet et équipé d'un traitement anticollision pour les oiseaux.
- Les vérandas et jardins d'hiver peuvent utiliser du verre pour les toitures, à condition que le verre soit anti-reflet et thermiquement performant.

Je demande à la Municipalité de prendre en considération des oppositions et de réviser les articles du PACOM concernés afin d'intégrer des règles plus adaptées aux réalités locales et patrimoniales.

Je reste à disposition pour toute discussion ou complément d'information.

Dans l'attente de votre retour, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom : Jean-Marc LE DOUSSAL

Adresse : Villas Du Bochet 2, 1815 Clarens

Date : 6 mars 2025

Signature :



La Poste Cully
Chemin de Versailles 6
1096 Cully

661F



661F

14.03.

Délai

Bourse					
Grefte					
RH					
Bel	07 MARS 2025				
Entrée					
Infras.					
Urbanisme					
Durabilité					

COMMUNE DE BOURG-EN-MONTYX
GREFFE MUNICIPAL
ROUTE DE LAUSANNE 2
CASE POSTALE 112
1096 CULLY

La Poste Cully
Chemin de Versailles 6
1096 Cully

06.03.25 16:28
CH - 1815
Clarens

CHF 6.80

2171
pro clima

0.028 kg

R

Recommandé 98.00.181500 02490857